ASSEMBLÉE NATIONALE

28 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-1883

présenté par
M. Baubry

ARTICLE 35**ÉTAT B****Mission « Justice »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Justice judiciaire	0	0
Administration pénitentiaire	1 000 000	0
Protection judiciaire de la jeunesse	0	0
Accès au droit et à la justice	0	0
Conduite et pilotage de la politique de la justice	0	1 000 000
Conseil supérieur de la magistrature	0	0
TOTAUX	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à accorder des crédits en faveur d'une campagne de communication pour faire connaître et valoriser le métier de conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation (CPIP).

Ce métier est celui des personnes qui accompagnent des personnes suivies, en démarche de réinsertion pendant ou après une peine d'emprisonnement. Les CPIP exercent au sein des services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP), dont la mission est peu connue du grand public.

Cet amendement a été rédigé à la suite d'une visite du député Baubry au sein des SPIP de Borgo et Bastia.

Le présent amendement prévoit d'abonder les crédits, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, d'un montant d'un million d'euros pour l'action n° 04 : "Soutien et formation" du programme n° 107 : "Administration pénitentiaire" et, pour les besoins de la recevabilité financière, de minorer du même montant les crédits, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, pour l'action n° 02: "Activité normative" du programme n° 310 : "Conduite et pilotage de la politique de la justice". En cas d'adoption de l'amendement, il est demandé au Gouvernement de lever cette dernière compensation.